

Élus et parents se mobilisent pour sauver une classe

Une quarantaine de classes pourraient fermer à la rentrée de septembre dans le département. Dont trois dans la communauté de communes de Mortagne-au-Perche.

Dans la communauté de communes de Mortagne-au-Perche, trois écoles sont concernées par des fermetures de classes liées à la nouvelle carte scolaire, avec une classe menacée à l'école Aristide Briand à Mortagne, une à Saint-Langis-les-Mortagne et une à l'école Pierre Perret de Soligny-la-Trappe.

Jeudi, à la sortie des classes, les parents d'élèves et les enfants ; Thierry Cortyl, maire de Soligny-la-Trappe ; Rémi Gohier, maire de Saint-Ouen-de-Sécherouvre ; Virginie Valtier, maire de Mortagne-au-Perche et vice-présidente à la communauté de communes (CDC) du Pays de Mortagne, en charge du scolaire et Véronique Louwagie, députée, se sont retrouvés pour montrer leur désaccord face à ces menaces de fermeture.

« Une maternelle à trente, ce n'est pas possible »

L'école Pierre Perret de Soligny-la-Trappe compte cette année 71 élèves dans quatre classes, de la maternelle au CM2. « À la dernière rentrée, on nous a déjà supprimés un poste. Nous sommes passés de cinq à quatre classes et là, on nous menace de fermer de nouveau une classe : on passerait à trois classes ! Ça ferait deux suppressions coup sur coup et cela n'est pas acceptable pour nos enfants. Il faut préserver cette école et la qualité de son enseignement. Le risque, c'est d'avoir des classes surchargées et des classes multiniveaux, préjudiciable pour la qualité de l'enseignement. »

« La démographie locale et communale ne le justifie pas. Ce jeudi matin, j'ai eu quatre nouveaux élèves inscrits, explique le maire. L'Éducation nationale se base sur 64 élèves à la prochaine rentrée. On aurait une classe à trois niveaux et une maternelle à trente enfants par classe. Ce n'est pas possible. »

La CDC et la commune ont adressé un courrier au directeur académique des services de L'Éducation nationale. Véronique Louwagie rencontrera Jean-Luc Legrand, directeur

académique des services de l'Éducation nationale, le 10 mars, à Alençon.



Jeudi après-midi, à la fin des cours, élus et parents d'élèves se sont mobilisés contre le projet de fermeture d'une classe à la rentrée de septembre. Ouest-France